

**LA PRÉSIDENTE :**

J'inviterais maintenant monsieur Tyrrell, s'il vous plaît.

765

**M. ALEX TYRRELL :**

Bonjour!

770

**LA PRÉSIDENTE :**

Good evening, bonsoir!

**M. ALEX TYRRELL :**

775

Je me présente, Alex Tyrrell, chef du Parti Vert du Québec. C'est vraiment un plaisir de pouvoir m'exprimer au nom du Parti ce soir. On sait que ce projet-ci a vraiment suscité une très grande mobilisation au sein de la population. J'ai grandi moi-même dans l'Ouest de l'île à Beaconsfield notamment, et c'est très rare qu'on voit autant de gens signer des pétitions, manifester et vraiment se prononcer contre un tel projet.

780

La Ville de Montréal avait fixé dans son Plan d'aménagement et de développement de l'agglomération de passer de 6 à 10 % d'aires protégées sur la surface terrestre de l'île. Présentement, la Ville de Montréal se retrouve au dernier rang des villes canadiennes pour les espaces verts. Donc les villes de Toronto et de Vancouver, on en fait leur ceinture verte alors que Montréal tarde dans ce processus. Puis on comprend mal au Parti Vert comment on peut prendre des engagements pour protéger un certain pourcentage du territoire mais là, en même temps, de mettre sur la table des projets qui vont justement réduire l'espace vert. Montréal est en crise pour les espaces verts. On a très peu d'endroits qui restent. Donc pourquoi construire un nouveau développement immobilier dans quelques-uns des derniers champs, des dernières forêts naturelles qui restent sur l'île de Montréal? Ça va quand même contre le projet de protéger un certain pourcentage.

785

790

795 Donc ce projet-là ne répond pas aux besoins, aux critères du développement durable. Puis on entend souvent à la Ville de Montréal, le maire de la Ville de Montréal dire que le développement durable, c'est important. Et il dit malheureusement que le développement est durable, mais dans ce cas-ci, le projet n'est pas du tout durable, surtout avec ce qu'on a vu avec les inondations dernièrement.

800 Nous autres on avait préparé notre mémoire avant ces inondations-là mais on a su par la suite qu'une bonne partie des terrains ont été inondés ce printemps et on se demande comment ça se fait que la Ville voudrait construire jusqu'à 5 500 nouveaux logements dans un endroit qui a été en partie inondé à travers les derniers mois. Donc, selon nous, les événements de ce printemps devraient remettre en question ce projet et il devrait retourner pour une nouvelle évaluation et voir justement si ces maisons-là risquent de se faire inonder.

805 Puis on peut aussi faire des liens entre les changements climatiques et les inondations qu'on a vécues cette année. C'est certain qu'on ne peut pas dire que c'est à cause de ça. Il y a quand même des inondations naturelles, sans changements climatiques, mais on sait qu'il y a de plus en plus d'événement extrêmes dans la météo, il y a de plus en plus de phénomènes différents, de plus en plus intenses quant au climat.

810 On peut se dire que dans les prochaines années, on sait déjà que la planète se réchauffe et que les changements climatiques vont prendre de l'ampleur, mais il y a une très bonne probabilité qu'il va y avoir beaucoup plus d'inondations. Donc des inondations qu'on avait au coup de 100 ans avant, ça sera peut-être au coup de 20 ans. Donc tout ça devrait être pris en compte quand on va évaluer un tel projet, surtout après ce qu'on a vécu ce printemps.

820 Il y a aussi le rapport de la Fondation David Suzuki qui a souligné la présence de 17 espèces de reptiles et d'amphibiens dont 11 directement sur le terrain du développement résidentiel. Il y a 219 espèces d'oiseaux dont 15 ont le statut de protection au sens de la loi, 16 espèces de poissons aussi, ainsi qu'une cinquantaine de milieux humides.

825 Ils ont dit que la valeur écologique de ce milieu est donc très importante et bien que le projet vise la protection d'une partie du terrain, 185 hectares sont réservés au développement du projet immobilier.

830 Donc on sait très bien que ce projet-là représente un sacrifice important pour la biodiversité de l'Ouest de l'île. Et avec tous les développements qu'on a vécus dans l'Ouest de l'île dernièrement, je trouve que ça serait une erreur de saccager des endroits qu'on sait déjà – il y a des rapports scientifiques qui disent qu'il y a des espèces menacées qui sont présentes.

835 Donc le terrain convoité par le projet est composé de 56 % de champs avec des bandes forestières et des petits sentiers, 39 % de terrains agricoles et 5 % de forêt. Donc construire des milieux d'habitation dans ce secteur va aussi contribuer à la pollution de l'eau et des sols environnants. On sait très bien que dans le fond, le projet même s'il a un aspect de conservation, vise à transformer un milieu naturel en banlieue. C'est une nouvelle banlieue pour l'Ouest de l'île. Et quand on a...

840 La situation à Montréal en ce moment, on a beaucoup – comme quelqu'un a dit plus tôt ce soir – on a beaucoup d'endroits, des terrains contaminés, des endroits qu'on pourrait vraiment construire de façon plus écologique. On n'est pas obligé de saccager les derniers espaces verts qui restent sur l'île pour faire du développement. Il faut aller plus vers la densification. Si on pourrait faire ça, ça serait vraiment une façon de limiter nos impacts sur le territoire de l'île. Et je veux dire, c'est quand même quelque chose de très important d'avoir une forêt et cet espace vert tellement proche du centre-ville.

850 Les gens ont très peu d'endroits à aller visiter. Il y a eu une proposition du parti Projet Montréal pour créer un parc provincial dans cet endroit-là. Nous autres, au Parti Vert du Québec, on trouve que c'est vraiment une bonne idée, on appuie cette idée-là, puis ça pourrait faire vraiment comme un deuxième Mont-Royal pour l'Ouest de l'île.

855 Il y a des gens qui peuvent venir même en transport en commun visiter ces endroits-là, des gens qui n'ont pas nécessairement les moyens d'aller aussi loin que les Laurentides ou ailleurs dans le Québec, pourraient quand même visiter quelque chose de naturel et c'est aussi juste à côté de Cap-Saint-Jacques. Donc c'est vraiment une opportunité de faire un peu de développement dans le sens d'écotourisme local sur l'île de Montréal. Nous autres, on pense que ça, c'est une opportunité en or, surtout que le terrain n'est pas un des meilleurs terrains pour construire, il y a quand même des précédents problèmes d'inondation.

860 Il y a aussi le manque de transport en commun pour ce projet-là. L'Ouest de l'île n'est pas du tout bien desservi par les transports en commun. C'est certain que maintenant on a le projet du REM qui est sur la table mais il y a beaucoup de critiques qui ont été soulevées pour ce projet-là, notamment avec sa contribution à l'étalement urbain. Il y a des groupes écologistes qui ont soutenu il pourrait même y avoir plus de véhicules sur la route parce que le projet va  
865 permettre justement la construction de développements immobiliers en zone plus éloignée.

870 Si on va utiliser le REM pour justifier ce projet-là, on ne peut pas nécessairement dire que tous les gens qui vont habiter dans le secteur vont prendre le REM. Et si les tendances se maintiennent, la majorité de ces gens-là, même si le transport en commun est disponible, vont prendre des véhicules privés pour se déplacer. Et ce n'est pas juste un enjeu de congestion sur les autoroutes et tout ça, mais c'est un enjeu de congestion dans l'arrondissement ici et dans l'Ouest de l'île.

875 Moi, j'habite ici depuis 1990 et je peux vous dire que la congestion sur le boulevard Saint-Charles, boulevard des Sources, boulevard Pierrefonds n'est pas du tout ce que ça a été dans le passé. Là, il y a vraiment des *jams* de trafic dans l'Ouest de l'île. Donc de mettre beaucoup plus de portes sans vraiment avoir un plan pour comment est-ce qu'on va inciter ces gens-là à prendre le transport en commun, nous autres on trouve que c'est mal planifié dans cet aspect-là.

880

Il y a aussi l'enjeu d'éthique douteuse des représentants du projet. Donc les représentants du projet soulèvent également des profondes questions d'éthique. Notamment à cause de la présence du lobbyiste David Cliche...

885 **LA PRÉSIDENTE :**

Monsieur Tyrrell, on a lu cette partie-là. Une des choses que j'ai demandées d'entrée de jeu, c'est qu'on soit très attentif aux propos qui porteraient atteinte à la réputation ou à des propos malveillants. Alors j'attire votre attention là-dessus.

890

**M. ALEX TYRRELL :**

O.K. mais nous autres, on a vraiment *checké* tous les faits dans ce plan...

895 **LA PRÉSIDENTE :**

Et une autre chose aussi que je voulais rappeler, c'est que vous êtes ici au nom d'un parti politique.

900 **M. ALEX TYRRELL :**

Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

905

L'Office reçoit tous les citoyens, alors qu'ils soient représentés ou qu'ils viennent en personne, mais on ne souhaite pas faire de la politique...

**M. ALEX TYRRELL :**

910

Non, non, ce n'est pas du tout un aspect politique et ce n'est pas non plus des propos diffamatoires parce qu'on a vraiment été certain de vérifier tous les faits dans notre mémoire. Donc j'aimerais quand même lire ce texte, je pense que c'est quand même important et ça soulève des questions très importantes pour le projet.

915

Si on a un lobbyiste qui a été reconnu coupable de six infractions à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, ça c'est quand même quelque chose qui est très grave. C'est des gens qui sont affiliés à la promotion de ce projet-là. Son implication dans le dossier soulève des doutes quant à la transparence.

920

De plus, il est important de mentionner que dans le cas de l'élue de Pierrefonds-Ouest, Catherine Clément-Talbot, qu'en 2014, elle a sollicité des promoteurs Mario Grilli et Paolo Grilli pour des dons respectueusement de 300 \$ et 100 \$. Donc ça, c'est vraiment un problème grave là. On a vu toutes les affaires avec la Commission Charbonneau, des promoteurs, des compagnies de construction qui donnaient des dons en échange des contrats.

925

Évidemment, on ne peut pas dire que c'est le cas ici mais c'est quand même une proximité inquiétante entre les élus et les promoteurs immobiliers du quartier. Des donations reçues au même moment que le promoteur immobilier Cap Nature Pierrefonds-Ouest – que je viens de faire référence – était à l'étude. Donc c'est vraiment au même moment, ce moment clé dans la proposition de ce projet-là que ces dons-là ont été faits.

930

Donc ça, pour nous, c'est vraiment un problème très grave, puis c'est vraiment important pour la Ville de Montréal et l'arrondissement d'être attentifs à ces problèmes-là et cette perception de conflit d'intérêts peut vraiment créer de grands problèmes au sein de la population qui aimerait pouvoir avoir la confiance en nos institutions. Ça fait que quand on a des choses comme ça, je pense que la Ville a mal ou du moins la personne en question a mal agi parce que les gens s'attendent à mieux que ça, surtout après tout ce qu'on a vécu au niveau provincial avec les dons, etc.

935

940           Donc pour passer au prochain point, il y a quand même beaucoup d'alternatives. Comme  
j'ai mentionné, il y a des zones contaminées qui pourraient peut-être oui coûter plus cher à  
construire sur des zones contaminées avec tous les frais de décontamination, mais c'est quand  
même la chose à faire. Puis on a vu que dans beaucoup de cas, des terrains contaminés sont  
945           laissés à l'abandon. Donc c'est un gaspillage d'espace et non seulement c'est un gaspillage  
d'espace mais ça fait en sorte que des gens habitent à proximité des terrains contaminés, ce qui  
peut quand même avoir des impacts sur la santé.

          Nous autres, on se bat depuis longtemps pour faire décontaminer justement un site  
toxique à Pointe-Claire mais le gouvernement ne met pas l'argent sur la table pour décontaminer  
950           ces choses-là. Et même le programme provincial ClimatSol-Plus, on parle de 50 millions \$ sur  
trois ans. Donc pour ceux qui connaissent comment c'est cher décontaminer un terrain, c'est  
vraiment très faible au niveau de soutien du gouvernement pour décontaminer. Donc ça, c'est  
quelque chose que la Ville de Montréal concrètement pourrait investir dedans. C'est de  
955           décontaminer les sols pour permettre justement à densifier le parc immobilier et de limiter le  
développement dans les espaces verts, sinon à appuyer un moratoire justement sur les  
développements immobiliers dans les espaces verts. C'est ce qu'on réclame d'ailleurs.

          Comme j'ai mentionné, la création d'une forêt mature pourrait vraiment présenter un  
projet innovateur pour l'Ouest de l'île, qui pourrait quand même avoir des retombées  
960           économiques pour l'arrondissement et pour des commerces à proximité. Et on pourrait faire ça  
vraiment dans une perspective de développement durable. Ça, ce n'est pas un projet qui va avoir  
des grands impacts sur l'environnement et on pourrait même réduire nos émissions de carbone  
parce qu'à chaque fois qu'on enlève des espaces naturels, ça change le budget de carbone de  
l'île de Montréal, on a moins d'arbres pour absorber notre CO<sub>2</sub>, donc c'est vraiment quelque  
965           chose qui est important.

          Si on va développer tous ces secteurs-là, les gens de l'Ouest de l'île peuvent s'attendre  
à avoir une qualité de l'air inférieure à ce qu'on a en ce moment. Et on sait que la qualité de l'air,  
c'est quand même un des attraits à l'Ouest de l'île, parce que les gens veulent habiter en  
970           quelque part qu'on peut respirer, qui n'est pas pollué, qui n'est pas saturé d'autoroutes et de

congestion routière. Donc il va quand même y avoir une perte de la qualité de vie pour les résidents, pas juste de Pierrefonds mais de l'Ouest de l'île.

975 Donc c'est les principaux arguments que j'aimerais présenter. Évidemment, le Parti Vert du Québec s'oppose à ce saccage de cet endroit naturel et on croit que surtout en raison des inondations, que le projet devrait être repensé.

**LA PRÉSIDENTE :**

980 Merci beaucoup, Monsieur. Des questions?

**M. JOSHUA WOLFE, commissaire :**

985 Merci. Je comprends que vous êtes contre le projet mais vous avez aussi parlé des problèmes de – dans votre mémoire, vous avez mentionné que la politique de réserver 30 % des unités pour des logements sociaux et des coopératives ne serait pas une bonne idée à cause du problème qu'il n'y a pas de transport collectif efficace, abordable dans le secteur. Vous avez mentionné, je pense, plus que ce secteur-là.

990 Avez-vous une idée – parce que d'une certaine façon, on peut argumenter qu'ajouter de la population, ça serait un moyen de rentabiliser le transport en commun mais à une densité plus élevée – avez-vous une idée de quelle sorte de densité serait utile pour pouvoir fournir le transport collectif efficace?

995 **M. ALEX TYRRELL :**

1000 Évidemment, comme j'ai dit, on est contre la densification dans un endroit vert, mais je n'ai pas des chiffres préparés sur quel niveau de densification qu'on vise, mais il faut quand même avoir du moins un plan de transport en commun qui est établi et en ce moment, on a le REM mais ça ne veut pas dire que les gens à faible revenu qui vont habiter les logements sociaux vont pouvoir même se permettre d'utiliser ce transport-là.

1005 Parce qu'il y a beaucoup – bien, plusieurs groupes écologistes du moins – qui disent  
clairement que le REM va faire augmenter les tarifs de transport en commun et qu'il y a même  
beaucoup de chance que le service de train de banlieue sur la ligne Vaudreuil-Dorion va être  
annulé. Donc est-ce que les tarifs du REM vont permettre aux gens à faible revenu qui  
habiteraient ce potentiel secteur de se déplacer en ville? Ça, c'est à voir. Mais nous, ce qu'on  
veut réclame plus globalement en termes de transport en commun, c'est vraiment des  
investissements massifs et la gratuité des tarifs pour vraiment permettre à tout le monde de se  
déplacer.

1010 **M. JOSHUA WOLFE, commissaire :**

Merci.

1015 **LA PRÉSIDENTE :**

Merci beaucoup, Monsieur.

1020 **M. ALEX TYRRELL :**

Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

1025 Maintenant madame Sue Stacho? Bonsoir, Madame! Good evening.

**Mme SUE STACHO :**

1030 Bonsoir! Good evening!